



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse  
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the United  
Nations in New York

Seul le texte prononcé fait foi

**62e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies**

**Consultations officieuses sur la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies**

**Déclaration prononcée par  
Mr. Thomas Gass**

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**

**New York, le 16 mai 2008**

---

Check against delivery

**62<sup>nd</sup> session of the General Assembly of the United Nations**

**Informal consultations on United Nations system-wide coherence**

**Statement by  
Mr. Thomas Gass**

**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

**New York, May 16<sup>th</sup> 2008**

Messieurs les Coprésidents,

Nous nous félicitons que le débat de ce jour soit consacré au renforcement de l'action des Nations unies en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

## **Contexte**

Durant cette dernière décennie, les documents politiques et d'orientation adoptés par les conseils d'administration des fonds et programmes, par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité – y compris dans des documents tels que la déclaration de Beijing et le document final du Sommet mondial de 2005 - ont réaffirmé que l'égalité entre les sexes a un impact direct sur le développement, confirmant ainsi qu'elle constitue une composante essentielle du développement, de la paix et de la sécurité.

Sur le plan normatif, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est venue compléter un cadre politique déjà solide.

Mais nous le savons tous, et les résultats de diverses analyses menées bien avant le rapport du groupe de haut niveau le confirment, malgré le caractère explicite des décisions politiques et des documents d'orientation, le système des Nations unies a toujours du mal à lutter de façon concrète, efficace et cohérente contre l'inégalité et la discrimination entre les sexes, ainsi qu'à intégrer la dimension sexospécifique dans ses activités programmatiques. Cette incapacité compromet considérablement les efforts globaux de promotion de la croissance économique et du développement durable.

Comme des États membres l'ont déjà indiqué dans d'autres enceintes, plusieurs facteurs se sont conjugués pour empêcher le système actuel de produire une action efficace et efficiente, en rapport avec l'énorme potentiel des Nations unies.

Je me contenterai de revenir sur quelques-uns d'entre eux.

## Déficits

- Les activités programmatiques ne tiennent toujours pas suffisamment compte des sexospécificités dans l'ensemble du système de l'ONU;
- Le système des Nations unies aurait besoin d'une voix et d'une autorité fortes pour mieux intégrer partout l'égalité des sexes dans l'ensemble du système des Nations unies et jouer le rôle de chef de file dans ce domaine. Du coup, il perd des occasions de faire avancer la cause de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes comme il le pourrait, et ne remplit pas non plus divers mandats que lui ont confiés les États membres;
- L'efficacité du système des Nations unies est considérablement érodée par le manque de coordination, ce qui se traduit par l'existence de mandats parallèles confiés à diverses entités;
- À l'échelon national, l'insuffisance de capacités, la fragilité institutionnelle des responsables de la coordination de l'égalité entre les sexes dans les structures d'organisation, et l'absence d'incitations limitent l'ampleur et l'impact des stratégies et programmes visant à promouvoir l'égalité.

Messieurs les Coprésidents,

L'Assemblée générale connaît bien ces problèmes. Il existe aussi un large consensus parmi les membres sur le fait que les questions d'égalité entre les sexes sont liées à d'autres problèmes de développement, et alors que la mise en place d'un mécanisme de coordination est nécessaire, il ne dispensera pas les diverses entités des Nations unies de se pencher sur les déficits d'égalité des sexes. À nos yeux, l'égalité entre les sexes doit demeurer un mandat pour l'ensemble du système des Nations unies, même si ses différentes entités possèdent des compétences distinctes et spécifiques dans ce domaine.

La note explicative d'août 2007 du Secrétaire général adjoint suggérait déjà quelques façons d'améliorer l'efficacité et la cohérence du système. Depuis, les gouvernements ont renouvelé leur appel dans le cadre du TCPR, et présenté des directives au système de l'ONU pour qu'il poursuive ses efforts visant à incorporer et à réaliser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et à améliorer ses

mécanismes de redevabilité institutionnelle et de coordination entre ses diverses entités.

Nous invitons par conséquent le Secrétaire général à poursuivre le dialogue avec les États membres, en accordant une attention particulière à quatre points : 1) la nécessité de procéder à une analyse soignée des doubles emplois et des potentiels de synergies ; 2) la clarification des questions de redevabilité et de responsabilités ; 3) le renforcement sur le terrain de la capacité du système de l'ONU d'atteindre plus efficacement les objectifs de développement liés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes ; et 4) la claire définition des mécanismes de coordination et de direction entre les diverses entités de l'ONU et leurs mandats respectifs touchant à l'égalité des sexes.

Je vous remercie.

Distinguished Co-Chairs,

We very much welcome today's discussion on strengthening the UN's performance on gender equality and women's empowerment .

## **Background**

In the past decade, the direct links between gender equality and progress in development have been reaffirmed by the General Assembly, ECOSOC, the Security Council and the Boards of UN Funds and Programmes, through the Beijing Declaration and at the 2005 World Summit. The essentiality of gender equality to development, peace and security is thus undisputed.

On the normative side, the Convention on the Elimination of All forms of Discrimination against Women (CEDAW) has complemented the existing and solid policy framework.

However, as we all know, and according to the results of several evaluations conducted well before the High-Level Panel Report, and despite the explicit political and policy background, the UN system is still struggling in giving a practical, effective and coherent response to gender inequality and discrimination as well as a gender sensitive approach to programmatic work. As a result of this unsatisfactory response, global efforts to promote economic growth and sustainable development have been considerably hindered.

As Member States have already stated in several different fora, there are a variety of factors that have been impeding the current system from giving an effective and efficient response, commensurate with the full potential of the United Nations.

We will limit ourselves to stressing the following ones:

## **Gaps**

- A gender sensitive approach to programmatic work still needs to be enhanced throughout the UN system;

- The UN system is lacking a strong voice and authority to advocate and take a lead in further mainstreaming gender equality throughout the UN system. As a consequence, the system is not only missing opportunities to further pursue the agenda of gender equality and empowerment of women to its full potential, but it is also failing to be accountable to the different mandates it has received from Member States;
- The efficiency of the UN system is negatively affected by a lack of coordination resulting in the duplication of mandates among the different UN entities;
- At the country level, poor capacity, weak positioning of gender focal points in organizational structures and the lack of incentives are limiting the scope and impact of gender related strategies and programmes.

Distinguished Co-Chairs,

These challenges are well known to the General Assembly. There is also widespread agreement among Member States that gender related challenges cannot be addressed in isolation from other development challenges, and that while a coordination mechanism is needed, it will not relieve the different entities of the UN from their responsibility to address gender related concerns. We remain convinced that gender equality is and should remain the mandate of the entire UN system. At the same time, we recognize that the different entities of the system have individual and specific expertise in this field.

The Concept Note submitted to the General Assembly by the Deputy Secretary-General in August 2007 already gave some suggestions on how to improve the efficiency and coherence of the system. Since then, through the TCP, Governments have reiterated their call and provided specific guidance to the UN system to further mainstreaming and pursuing gender equality and the empowerment of women, as well as improving its institutional accountability mechanisms and the coordination among the different entities of the system.

We therefore call on the Secretary-General to further engage in a dialogue with Member States, paying particular attention to four issues: a) the need for a thorough

analysis of existing duplications and possible synergies; b) the clarification of the question of accountability and responsibility ; c) the strengthening of the field level capacities of the UN system to more effectively reach the development objectives related to gender equality and women's empowerment and d) the clarification of the coordination and leadership mechanism among the different entities of the UN and their respective gender related mandates.

Thank you